

Fiche sectorielle

Le secteur financier en Afrique

Juillet 2026

NSI

القطب المالي للدار البيضاء
CASABLANCA FINANCE CITY

SOMMAIRE

Le secteur financier en Afrique

Contexte général 3

Une architecture financière dominée par la banque 3

Le secteur bancaire 3

Taille, rentabilité et dynamique de revenus 4

Les principaux acteurs 5

Le système bancaire de l'UEMOA

Marchés des capitaux 5

Vue d'ensemble 5

Les principales places après Johannesburg 6

Marché obligataire : la montée du financement en monnaie locale 6

Liquidité : le principal obstacle structurel 6

Capital-investissement et dette privée : le non-coté prend le relais

Assurance & investisseurs institutionnels 6

Un marché étroit et concentré – donc un gisement 6

Cadre prudentiel : la régionalisation comme facteur de marché 7

Micro-assurance et insurtech : franchir le mur de la distribution 7

Fonds de pension : une épargne longue captée par les États 7

Inclusion financière, mobile money & fintech 8

Une inclusion financière en forte progression 8

Le mobile money, moteur continental 8

L'écosystème fintech 8

La microfinance, maillon intermédiaire de l'inclusion 8

Intégration régionale & réglementation 8

Unions monétaires et superviseurs : deux Afriques du risque de change 8

Paiements : l'intégration en marche derrière la ZLECAf 9

Hubs financiers : une concurrence par spécialisation 9

Financement du développement et des infrastructures 9

Une architecture de bailleurs en expansion 9

Finance climat et finance mixte : le prochain étage 9

Risques, défis & perspectives 10

Risques macro-financiers 10

Défis structurels 10

Risques émergents 10

Forces 10

Perspectives 2026-2030 10

Références 11

FICHE SECTORIELLE

Juillet 2026

Le secteur financier en Afrique

Contexte général

Le secteur financier africain traverse une phase de transformation rapide, **portée par la jeunesse et l'urbanisation de la population, l'essor du numérique et l'approfondissement progressif des marchés.**

Quatre constats structurants se dégagent :

- **Un marché bancaire de taille** désormais significative. Les revenus bancaires du continent sont passés d'environ 99 milliards USD en 2024 à près de 107 milliards USD en 2025, et restent concentrés à hauteur de 70 % sur cinq marchés (Afrique du Sud, Égypte, Maroc, Nigeria, Kenya) ; les actifs cumulés des dix premières banques dépassent 775 milliards USD (McKinsey, 2026 ; African Business, 2025).
- **Une inclusion financière** qui bascule vers le digital. En Afrique subsaharienne, la détention d'un compte est passée de 34 % des adultes en 2014 à 58 % en 2024, portée par le mobile money ; en Afrique du Nord, elle reste plus faible, entre 35 % et 45 % environ selon les pays (Banque mondiale, 2025).
- **Un leadership mondial** sur le mobile money. L'Afrique a traité 1 105 milliards USD de transactions mobile money en 2024 (+15 %), soit 65 % de la valeur mondiale et 1,1 milliard de comptes enregistrés (GSMA, 2025).
- **Des marchés de capitaux** et une assurance encore peu profonds, concentrés sur quelques places (Johannesburg, Le Caire, Casablanca, Lagos, BRVM) – ce qui constitue à la fois une faiblesse et un gisement de croissance.

Une architecture financière dominée par la banque

Le système financier africain reste fortement **« bancocentré » :** l'essentiel de l'intermédiation passe par les banques, tandis que les marchés de capitaux, l'assurance et la gestion d'actifs demeurent comparativement peu développés. Cette structure contraste avec les économies avancées, où le financement de marché occupe une place dominante, et explique la sensibilité du continent aux conditions de crédit bancaire.

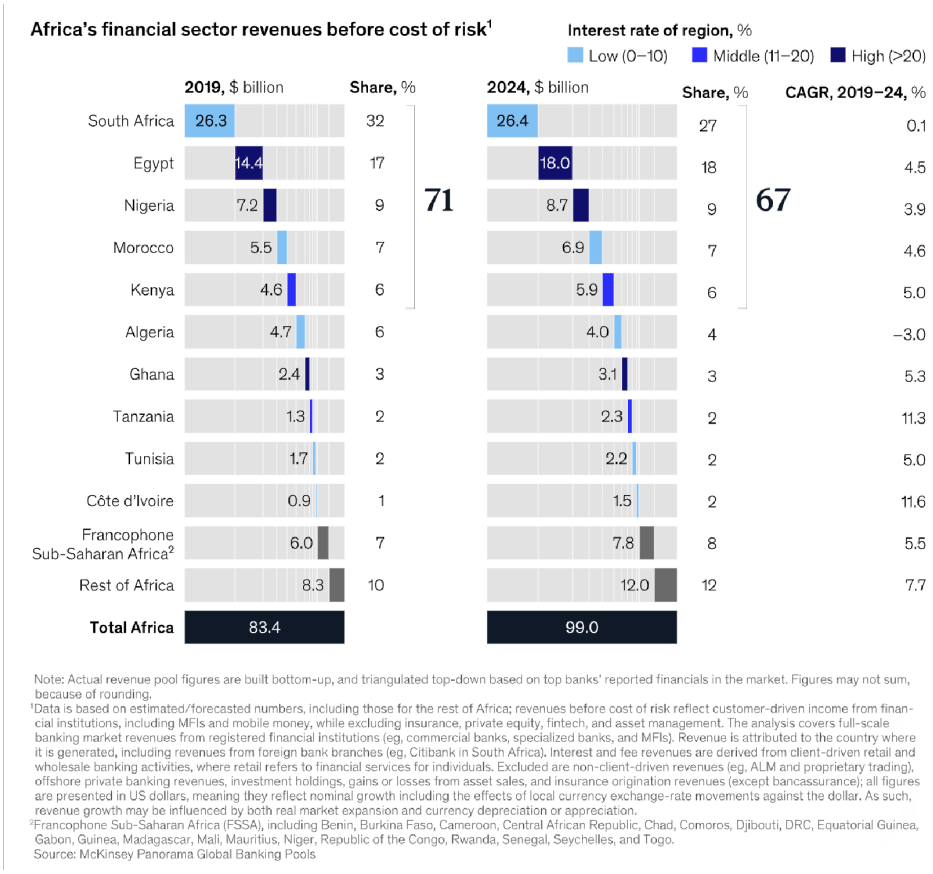
La profondeur financière, mesurée par le ratio crédit au secteur privé / PIB, demeure faible au regard des standards internationaux. Dans l'UEMOA, le crédit au secteur privé représente de l'ordre de **26 % du PIB** (BCEAO, 2025), contre **plus de 100 % dans la plupart des économies avancées.** Cet écart se lit dans les deux sens : il traduit un accès au financement encore restreint pour les ménages et les PME, mais il dessine aussi la marge de rattrapage qui fait l'attractivité du secteur aux yeux des investisseurs.

Le secteur bancaire

Taille, rentabilité et dynamique de revenus

Le secteur bancaire africain est entré dans une phase d'expansion soutenue. D'après McKinsey (2026), les revenus bancaires sont passés d'environ **99 milliards USD en 2024 à près de 107 milliards USD en 2025,** avec une rentabilité des fonds propres (ROE) de l'ordre de **19 % en 2024** – un niveau près de deux fois supérieur à la moyenne mondiale (~10 %) – avant un léger reflux vers 17 % à mesure que les taux directeurs commençaient à se détendre dans les principales économies. La rentabilité va toutefois de pair avec une forte concentration : **cinq marchés (Afrique du Sud, Égypte, Maroc, Nigeria et Kenya)** produisent environ **70 % des revenus du continent,** l'Afrique du Sud en pesant à elle seule plus du quart (26,4 milliards USD). Par métier, la banque de détail et la banque d'entreprise concentrent près de 88 % des revenus, soit respectivement 48,9 et 38,1 milliards USD en 2024 (McKinsey, 2026).

Graphique 1 – Revenus du secteur financier africain par pays, avant coût du risque (Mds USD, 2019 et 2024)



Note: Actual revenue pool figures are built bottom-up, and triangulated top-down based on top banks' reported financials in the market. Figures may not sum, because of rounding.
[1]Data is based on estimated/forecasted numbers, including those for the rest of Africa; revenues before cost of risk reflect customer-driven income from financial institutions, including MFIs and mobile money, while excluding insurance, private equity, fintech, and asset management. The analysis covers full-scale banking market revenues from registered financial institutions (eg, commercial banks, specialized banks, and MFIs). Revenue is attributed to the country where it is generated, including revenues from foreign bank branches (eg, Citibank in South Africa). Interest and fee revenues are derived from client-driven retail and wholesale banking activities, where retail refers to financial services for individuals. Excluded are non-client-driven revenues (eg, ALM and proprietary trading), offshore private banking revenues, investment holdings, gains or losses from asset sales, and insurance origination revenues (except bancassurance); all figures are presented in US dollars, meaning they reflect nominal growth including the effects of local currency exchange-rate movements against the dollar. As such, revenue growth may be influenced by both real market expansion and currency depreciation or appreciation.
[2]Francophone Sub-Saharan Africa (FSSA), including Benin, Burkina Faso, Cameroon, Central African Republic, Chad, Comoros, Djibouti, DRC, Equatorial Guinea, Gabon, Guinea, Madagascar, Mali, Mauritius, Niger, Republic of the Congo, Rwanda, Senegal, Seychelles, and Togo.
Source: McKinsey Panorama Global Banking Pools

Source : McKinsey&Company Report, 2026., From Potential to Performance : A Snapshot of African Banking

À l'horizon 2030, la banque de détail devrait conserver sa place de premier segment, autour de la moitié des revenus, tandis que le financement des PME – encore largement sous-servi – est attendu comme le poste le plus dynamique, avec une croissance de l'ordre de **8 % par an** (McKinsey, 2026). Cette trajectoire s'appuie sur des moteurs structurels : hausse des revenus des ménages, adoption rapide des canaux numériques et poussée démographique d'une population jeune et de plus en plus urbaine.

Les principaux acteurs

En tête du classement, le paysage est dominé par les groupes sud-africains, égyptiens et marocains. Les banques marocaines – Attijariwafa Bank, Bank of Africa et Banque Centrale Populaire – se distinguent quant à elles par leur empreinte panafricaine : implantées dans une large partie de l'Afrique de l'Ouest et centrale, notamment au sein de la zone franc, elles y jouent un rôle de premier plan dans la **bancarisation et le financement des économies locales** (African Business, 2025). C'est précisément cette logique d'expansion Sud-Sud qui fait de Casablanca une porte d'entrée naturelle vers le continent.

Tableau 1 – Les cinq premières banques africaines par fonds propres (2025)

#	Banque (pays)	Fonds propres Tier 1 (Mds USD)	Actifs totaux (Mds USD)
1	Standard Bank (Afrique du Sud)	13,2	174
2	National Bank of Egypt (Égypte)	7,3	169
3	Attijariwafa Bank (Maroc)	6,2	72
4	FirstRand (Afrique du Sud)	~6	94
5	Absa Group (Afrique du Sud)	5,6	89

Source : African Business (2025), Africa's Top 100 Banks 2025. Classement établi selon les fonds propres de base (Tier 1), d'après les derniers états financiers publiés par chaque banque, convertis en USD..

Le système bancaire de l'UEMOA

La zone UEMOA donne une bonne illustration de cet approfondissement progressif du crédit en Afrique francophone. L'union comptait **160 établissements de crédit en 2024** (135 banques et 25 établissements financiers), un nombre inchangé par rapport à 2023, et les crédits mis en place ont progressé de 8,4 % en 2024, pour atteindre 21 558 milliards FCFA (BCEAO, 2025). L'activité reste concentrée sur les deux principales économies de la zone : le Sénégal (33 établissements) et la Côte d'Ivoire (32) réunissent environ 40 % des établissements et plus de 60 % des crédits mis en place. La dynamique n'est toutefois pas homogène : la croissance des crédits est restée faible en Côte d'Ivoire (+3,2 %) et au Sénégal (+1,7 %), et ils se sont contractés au Niger (–17,5 %), ce qui rappelle que la moyenne régionale masque des situations nationales contrastées.

Tableau 2 – Établissements de crédit par pays dans l'UEMOA (2024)

Pays	Banque	Établissements financiers	Total
Bénin	14	1	15
Burkina Faso	16	4	20
Côté d'Ivoire	28	4	32
Guinée-Bissau	6	0	6
Mali	14	3	17
Niger	14	6	20
Sénégal	29	4	33
Togo	14	3	17
UEMOA	135	25	160

Source : BCEAO (2025), Rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA en 2024.

Marchés des capitaux

Vue d'ensemble

L'Afrique compte **26 bourses membres de l'African Securities Exchanges Association (ASEA),** couvrant 37 pays et plus de 2 000 sociétés cotées (ASEA, 2025). Cette taille agrégée masque une concentration extrême : fin 2025, la seule Bourse de Johannesburg (JSE) pesait environ 1 460 milliards USD, soit l'essentiel de la capitalisation continentale (Daba Finance, 2026). Les autres places sont d'un ordre de grandeur inférieur – moins de 70 milliards USD pour le Nigerian Exchange, environ 24 milliards USD pour la BRVM, marché régional commun à huit pays de l'UEMOA – mais ont affiché en 2025 des performances remarquables en dollars (+60,6 % pour le NGX, +41,8 % pour la BRVM), signe d'un regain d'intérêt pour les marchés frontières (Daba Finance, 2026).

Tableau 4 – Six places boursières africaines : capitalisation et performance en 2025

Place boursière	Capitalisation fin 2025 (Mds USD)	Performance 2025 en USD
Johannesburg (JSE)	≈ 1 460	+56,7%
Casablanca (MASI)	≈ 114	+41,5%
Nigeria (NGX)	≈ 69	+60,6 %
Le Caire (EGX 30)	≈ 63	+49,4%
BRVM (8 pays UEMOA)	≈ 24	+41,8%

Nairobi (NSE)	≈ 23	+51,5%

Sources : Daba Finance (2026), The Largest African Stock Exchanges in 2025. Performance de l'indice principal de chaque place entre le 1er janvier et le 31 décembre 2025, convertie en USD.

Les principales places après Johannesburg

Derrière Johannesburg, la Bourse de Casablanca est la deuxième capitalisation du continent et la première d'Afrique du Nord, avec environ 114 milliards USD fin 2025. L'EGX du Caire (environ 63 milliards USD) demeure l'un des marchés les plus liquides du continent, tandis que Nairobi (environ 23 milliards USD) s'affirme comme la place de référence en Afrique de l'Est (Daba Finance, 2026).

Marché obligataire : la montée du financement en monnaie locale

Le compartiment obligataire africain reste dominé par les souverains, qui s'y financent de plus en plus en monnaie locale – une réponse directe au renchérissement de la dette en devises. La zone UEMOA en offre l'illustration la plus aboutie (adjudications hebdomadaires des huit Trésors, essor des fonds communs de titrisation de créances), et plusieurs souverains – Sénégal, Côte d'Ivoire, Nigeria, Maroc – ont ouvert la voie des sukuk. Le gisement le plus prometteur est la finance durable : les obligations vertes et sociales émises par les États africains restent marginales à l'échelle mondiale, sans rapport avec les besoins d'adaptation climatique du continent.

Liquidité : le principal obstacle structurel

La liquidité demeure l'obstacle commun : flottants étroits, base d'investisseurs institutionnels en stratégie de détention jusqu'à maturité, rotation faible hors Johannesburg. Il en résulte une prime d'illiquidité qui pèse sur les valorisations et renvoie l'essentiel de l'activité vers le marché primaire et les transactions de blocs. L'African Exchanges Linkage Project (AELP), qui interconnecte plusieurs bourses du continent pour permettre les ordres transfrontaliers, et la montée en puissance des OPCVM locaux constituent les deux principaux vecteurs d'approfondissement. Le rôle des investisseurs institutionnels, décisif sur ce point, est traité plus loin.

Capital-investissement et dette privée : le non-coté prend le relais

Face à l'étroitesse des marchés cotés, une part croissante du financement en fonds propres transite par le non-coté. Le capital-risque, dont la fintech capte près de la moitié des volumes, a mobilisé un peu plus de 3 milliards USD en 2024, dette incluse (Partech, 2025) ; au-delà de la tech, les fonds de capital-investissement généralistes et d'infrastructures – soutenus par les institutions de financement du développement – jouent un rôle contracyclique dans la transmission d'entreprises et la consolidation sectorielle. La dette privée émerge parallèlement comme classe d'actifs, en réponse au resserrement du crédit bancaire pour les entreprises de taille intermédiaire.

Assurance & investisseurs institutionnels

Un marché étroit et concentré – donc un gisement

L'Afrique ne représente que 0,9 % des primes d'assurance mondiales, et la part du revenu consacrée à l'assurance y est 19 fois inférieure à la moyenne mondiale (Swiss Re, 2024 ; OCDE, 2025). La pénétration moyenne (2,7 % du PIB en 2024) est tirée vers le haut par la seule Afrique du Sud (12,6 %) (Atlas Magazine, 2026), et cinq marchés concentrent 87 % des primes du continent (Swiss Re, 2024). La non-vie domine, portée par les couvertures obligatoires (automobile notamment), l'assurance-vie représentant moins de 30 % des polices dans de nombreux pays (OCDE, 2025). Lu en creux, ce retard dessine l'un des gisements les plus profonds du secteur financier africain : motorisation croissante, urbanisation, montée des classes moyennes et grands programmes d'infrastructures créent une demande assurantielle structurelle.

Cadre prudentiel : la régionalisation comme facteur de marché

Le paysage prudentiel se structure par blocs : le code unique CIMA fait des quatorze pays de la zone franc un marché de l'assurance de fait intégré, où le relèvement des exigences de capital accélère la consolidation ; l'Afrique du Sud applique un régime de solvabilité fondé sur les risques ; le Maroc (ACAPS) converge vers les standards internationaux. Pour un opérateur, la régionalisation CIMA fonctionne comme un passeport : une expertise actuarielle, produit ou réassurance développée pour un marché est réplicable dans treize autres.

Tableau 5 – Pénétration et densité de l'assurance dans les principaux marchés africains (2024)

Pays	Taux de pénétration (% du PIB)	Densité (USD par habitant)
Afrique du Sud	12,6%	787,3
Maroc	3,6%	151,9
Kenya	2,5%	53,7
Égypte	0,4%	14,7
Algérie	0,5%	26,9
Tunisie	2,3%	97,3
Total Afrique	2,7%	55,4

Sources : Atlas Magazine (2026), Insurance density and penetration rates of the major African countries (données 2024).

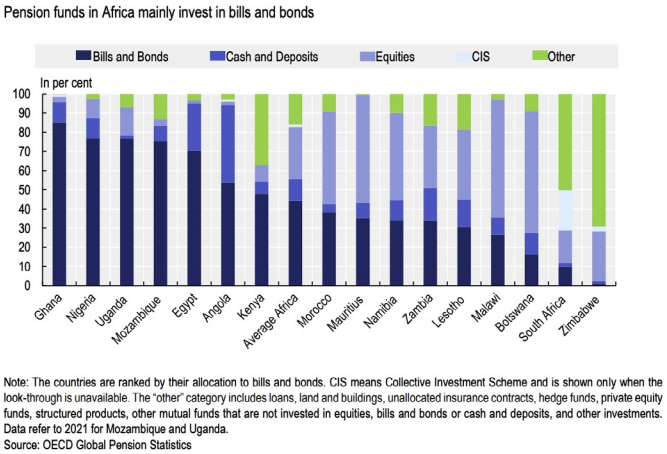
Micro-assurance et insurtech : franchir le mur de la distribution

Le principal verrou n'est pas la demande mais la distribution. Le mobile money – 1,1 milliard de comptes sur le continent (GSMA, 2025) – fournit désormais le canal qui manquait : produits obsèques, santé et agricoles à petites primes, assurances paramétriques indexées sur des données météorologiques, souscription et indemnisation par téléphone. Les partenariats entre assureurs et opérateurs télécoms, et les insurtechs qui s'y adossent, transforment l'économie du secteur en abaissant radicalement les coûts d'acquisition et de gestion – une trajectoire comparable à celle du crédit numérique.

Fonds de pension : une épargne longue captée par les États

Les investisseurs institutionnels africains gèrent une épargne longue substantielle mais massivement orientée vers la dette publique : les titres d'État représentaient 81 % du portefeuille des fonds de pension privés au Ghana, plus de 79 % en Ouganda, environ 65 % au Nigeria et 48 % au Kenya en 2023 (OCDE, 2025). Cette « étreinte » souverain-finance sécurise le financement des États mais évince le secteur privé et expose les épargnants au risque de restructuration, comme l'a montré le précédent ghanéen. La réorientation progressive de ces portefeuilles vers les actions, les infrastructures et le non-coté constitue l'un des enjeux – et l'un des gisements de mandats – les plus importants de la décennie pour la gestion d'actifs.

Graphique 2 – Répartition des actifs des fonds de pensions africains (Fin 2023)



Note: The countries are ranked by their allocation to bills and bonds. CIS means Collective Investment Scheme and is shown only when the look-through is unavailable. The "other" category includes loans, land and buildings, unallocated insurance contracts, hedge funds, private equity funds, structured products, other mutual funds that are not invested in equities, bills and bonds or cash and deposits, and other investments. Data refer to 2021 for Mozambique and Uganda.
Source: OECD Global Pension Statistics

Source : Africa Capital Markets Report 2025 par OECD. , Rapport sur les marchés de capitaux en Afrique 2025

Inclusion financière, mobile money & fintech

Une inclusion financière en forte progression

L'inclusion financière a fortement progressé en une décennie, mais à des rythmes très différents selon les régions. En Afrique subsaharienne, la part des adultes détenant un compte – bancaire ou mobile money – est passée de 34 % en 2014 à 58 % en 2024 (Banque mondiale, 2025). Le **mobile money** en est le moteur déterminant : **40 % des adultes en possédaient un en 2024**, soit 13 points de plus qu'en 2021 et le taux le plus élevé de toutes les régions du monde. En Afrique du Nord, où le mobile money reste peu développé, la détention d'un compte progresse mais demeure plus faible, entre 35 % et 45 % environ selon les pays (Algérie, Tunisie, Égypte, Maroc). Les écarts entre pays restent considérables – de 90 % au Kenya à 14 % au Niger – et l'écart entre hommes et femmes atteint 12 points en Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2025).

Le mobile money, moteur continental

L'Afrique ne se contente pas de rattraper son retard : elle domine désormais le marché mondial du **mobile money.** En 2024, le continent a traité 1 105 milliards USD de transactions, en hausse de 15 % sur un an, soit 65 % de la valeur mondiale, et comptait 1,1 milliard de comptes enregistrés – 53 % du total mondial de 2,1 milliards (GSMA, 2025). L'écart est encore plus net en volume, l'Afrique concentrant près de 82 des 108 milliards de transactions effectuées dans le monde (GSMA, 2025).

Tableau 6 – La mobile money en Afrique par région (2024)

Régions	Comptes	Transactions	Part valeur
Afrique de l'Est	459 M	649 Mds USD	~59 %
Afrique de l'Ouest	485 M	357 Mds USD	~32 %
Afrique centrale	104 M	83 Mds USD	~8 %
Afrique du Nord	25 M	10 Mds USD	~1 %
Afrique australe	27 M	6 Mds USD	~1 %

Source : GSMA, State of the Industry Report on Mobile Money, 2025 (données 2024). Parts calculées sur la valeur des transactions.

L'écosystème fintech

La fintech est la locomotive de **l'investissement technologique** sur le continent. En 2024, elle a capté environ 1,4 milliard USD, soit 60 % du financement en capital de la tech africaine, à travers 131 opérations (Partech, 2025). Le financement demeure très concentré sur le « Big Four » – Nigeria, Afrique du Sud, Kenya et Égypte – qui absorbe l'essentiel des montants levés (Partech, 2025).

Les segments les plus actifs – paiements, néobanques, prêt numérique, infrastructure et « banking-as-a-service » – répondent directement aux carences de bancarisation et d'accès au crédit identifiées plus haut, confirmant la complémentarité entre inclusion financière, mobile money et innovation fintech.

La microfinance, maillon intermédiaire de l'inclusion

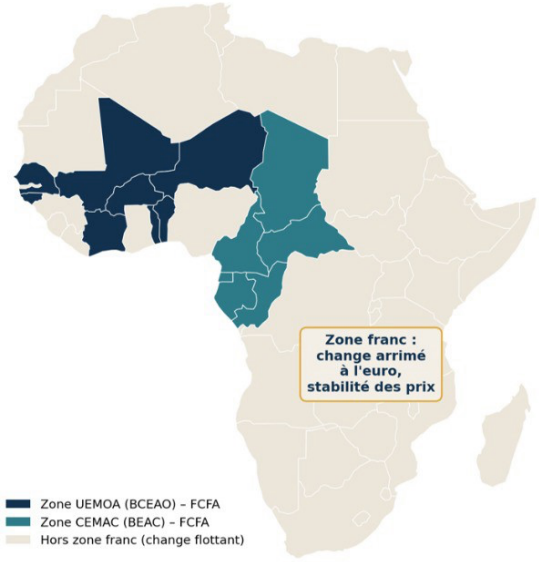
Entre la banque classique et le mobile money, **la microfinance demeure un maillon essentiel du financement des ménages** et des très petites entreprises, en particulier en zone rurale. Le secteur, désormais largement réglementé et supervisé (par la BCEAO dans l'UEMOA, par les banques centrales nationales ailleurs), se consolide et se digitalise : adossement aux plateformes de mobile money pour la collecte et le remboursement, montée en gamme vers la mésofinance des PME, refinancement croissant auprès des banques et des bailleurs. Sa transformation numérique en fait à la fois un client des fintechs d'infrastructure et un canal de distribution naturel pour l'assurance inclusive.

Intégration régionale & réglementation

Unions monétaires et superviseurs : deux Afriques du risque de change

La géographie du risque financier africain est d'abord monétaire. Les zones UEMOA (BCEAO) et CEMAC (BEAC), avec leur supervision bancaire unique et l'arrimage du franc CFA à l'euro, offrent une stabilité de change et de prix atypique sur le continent ; hors zone franc, les dépréciations parfois brutales (naira, livre égyptienne, cedi) constituent le premier déterminant du rendement en devises et du coût du risque bancaire. Cette dualité structure les stratégies d'implantation comme d'allocation.

Carte 1 – Deux Afriques du risque de change : zone franc et pays à change flottant



Source : élaboration propre, d'après BCEAO et BAEC.

Paiements : l'intégration en marche derrière la ZLECAf

L'essentiel des paiements interafricains transite encore par des devises tierces (dollar, euro) et des banques correspondantes situées hors du continent, avec les coûts et délais afférents. Le PAPSS, système panafricain de paiement et de règlement adossé à la ZLECAf et à Afreximbank, opérationnel dans une dizaine de pays, y répond par le règlement direct en monnaies locales ; sa place de marché des devises africaines (African Currency Marketplace), lancée en 2025, ouvre des corridors de change interafricains jusqu'ici quasi inexistants, pour des économies potentielles estimées jusqu'à 5 milliards USD par an (Afreximbank/PAPSS, 2025). Combinée à l'interopérabilité croissante du mobile money, cette infrastructure dessine un système de paiement continental dont les banques et fintechs connectées tôt capteront la rente.

Hubs financiers : une concurrence par spécialisation

La compétition des places s'organise par spécialités : Maurice sur la domiciliation de fonds et l'investissement international, Kigali sur les véhicules d'investissement en montée rapide, Nairobi sur la tech est-africaine, Lagos, Johannesburg et Le Caire sur la profondeur de leurs marchés domestiques. Casablanca conserve la première place africaine du Global Financial Centres Index pour la septième année consécutive, autour du 49e rang mondial (Z/Yen – GFCI, 2026), avec un positionnement distinctif : la porte d'entrée bancaire, assurantielle et de conseil vers l'Afrique francophone et de l'Ouest.

Financement du développement et des infrastructures

Une architecture de bailleurs en expansion

Le déficit de financement des infrastructures africaines – estimé de longue date à plusieurs dizaines de milliards USD par an – structure une architecture de bailleurs en expansion : la Banque africaine de développement et ses guichets concessionnels, les banques régionales de développement (BOAD dans l'UEMOA), les institutions panafricaines à capitaux mixtes (Afreximbank pour le financement du commerce, Africa Finance Corporation et Africa50 pour les infrastructures) et les fonds souverains nationaux. Deux tendances de fond se dessinent : le co-financement systématique avec le secteur privé, et la montée du financement en monnaie locale qui réduit le risque de change des emprunteurs. Pour les banques commerciales et les investisseurs institutionnels, ces bailleurs sont à la fois des co-investisseurs, des rehausseurs de crédit et des contreparties de syndication.

Finance climat et finance mixte : le prochain étage

L'adaptation climatique et la transition énergétique constituent le principal appel de capitaux de la décennie, très au-delà des capacités publiques. La finance mixte – combinaison de capitaux concessionnels et privés pour dérisquer les projets – s'impose comme la réponse méthodologique. Les instruments se diversifient : obligations vertes, bleues et sociales, encore embryonnaires à l'échelle africaine, échanges dette-climat et véhicules dédiés aux énergies renouvelables.

Risques, défis & perspectives

Risques macro-financiers

Trois risques dominent. Le change, d'abord, hors zone franc, où les dépréciations récentes ont amputé les rendements en devises et renchéri la dette. La dette souveraine, ensuite : le service de la dette a absorbé jusqu'à 50 % des recettes publiques de certains États en 2024, et l'exposition massive des banques et des fonds de pension aux titres d'État crée un canal de contagion souverain-finance (AFIS/Deloitte, 2025 ; OCDE, 2025) – même si le cycle 2025-2026 de rehaussements de notations témoigne d'une amélioration. La dépendance aux matières premières, enfin, transmet la volatilité des cours aux recettes budgétaires et aux dépôts bancaires.

Défis structurels

La profondeur financière reste le déficit central : un crédit au secteur privé de l'ordre de 26 % du PIB dans l'UEMOA, des PME structurellement sous-financées alors même qu'elles constituent le segment bancaire attendu comme le plus dynamique d'ici 2030, un écart de genre de 12 points en Afrique subsaharienne dans la détention de comptes, et une fragmentation réglementaire persistante – 42 monnaies, autant de superviseurs – qui renchérit toute stratégie multi-pays (Banque mondiale, 2025 ; McKinsey, 2026).

Risques émergents

La digitalisation accélérée précède souvent la maturité des dispositifs de cybersécurité, faisant du risque cyber le premier risque opérationnel du secteur. La régulation des cryptoactifs devient un enjeu prudentiel de premier plan : selon les estimations de l'industrie, l'Afrique subsaharienne aurait enregistré plus de 200 milliards USD de valeur transférée on-chain entre mi-2024 et mi-2025, dont une part importante en stablecoins – un phénomène de dollarisation numérique que les banques centrales commencent à encadrer. La gouvernance des données, enfin, conditionne l'essor du scoring de crédit et de l'open banking.

Forces

Le secteur financier africain aborde la décennie avec des atouts structurels : une démographie et une urbanisation qui élargissent mécaniquement la clientèle bancarisable ; un leadership mondial établi sur le mobile money, qui donne au continent une avance d'usage sur les paiements numériques ; une rentabilité bancaire près de deux fois supérieure à la moyenne mondiale ; des marges de rattrapage considérables sur le crédit, l'assurance et les marchés de capitaux ; et des infrastructures d'intégration désormais en place (ZLECAf, PAPSS, interconnexion des bourses) qui réduisent progressivement le coût de la fragmentation.

Perspectives 2026-2030

À l'horizon 2030, la trajectoire la plus probable combine une croissance soutenue des revenus – tirée par la banque de détail et le financement des PME (McKinsey, 2026) –, une consolidation bancaire et assurantielle par blocs régionaux, la bascule définitive de la distribution vers le numérique, et la montée de deux classes d'actifs : la dette en monnaie locale et la finance durable. Les gagnants seront les acteurs pan-régionaux capables d'arbitrer la fragmentation réglementaire et monétaire du continent.

Références

Africa24 TV (2026). Business – Maroc : Casablanca Finance City, hub stratégique. *https://africa24tv.com*

African Business (2025). Africa's Top 100 Banks 2025. *https://african.business*

AFIS – Africa Financial Summit / Deloitte (2025). Baromètre de l'industrie financière africaine – travaux du sommet 2025. *https://www.afis.africa*

Afreximbank / PAPSS (2025). Pan-African Payment and Settlement System – données du réseau. *https://papss.com*

ASEA – African Securities Exchanges Association (2025). Statistiques des marchés boursiers africains. *https://african-exchanges.org*

Banque mondiale (2025). Global Findex Database 2025. *https://www.worldbank.org/en/publication/globalfindex*

BCEAO (2025). Rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA – 2024. *https://www.bceao.int*

Daba Finance (2025, 2026). The Largest African Stock Exchanges by Market Capitalization. *https://dabafinance.com*

Disrupt Africa (2025). The African Tech Startups Funding Report 2024. *https://disrupt-africa.com*

Finance in Africa (2025). Africa's stock market gains, Q3 2025. *https://financeinafrica.com*

GSMA (2025). State of the Industry Report on Mobile Money 2025 (données 2024). *https://www.gsma.com/sotir*

McKinsey & Company (2026). From Potential to Performance: A Snapshot of African Banking. *https://www.mckinsey.com*

OCDE (2025). Rapport sur les marchés de capitaux en Afrique 2025. *https://www.oecd.org*

Partech (2025). 2024 Africa Tech Venture Capital Report. *https://partechpartners.com*

S&P Global (2025). The Middle East and Africa's 30 Largest Banks by Assets, 2025. https://www.spglobal.com

Swiss Re Institute (2024). sigma – World insurance / Global economic and insurance outlook. *https://www.swissre.com/institute*

Z/Yen – GFCI (2026). Global Financial Centres Index. *https://www.longfinance.net*